REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AUDIENCE PUBLIQUE DE REFERE D'HEURE A HEURE DU 27 NOVEMBRE 2023

**ORDONNANCE
DE REFERE N°
150 du 27
novembre 2023**

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique de référé d'heure à heure du vingt-sept novembre deux mil vingt-trois, tenue par Monsieur **RABIOU ADAMOU**, Président du Tribunal ; **Président**, avec l'assistance de Maître **Ramata RIBA**, **Greffière** a rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

CONTRADICTOIRE

ENTRE

AFFAIRE :

Niger TELECOMS

La société Niger TELECOMS « NT » Société anonyme d'Etat, dont le siège social est à Niamey, Boulevard Mali Béro, tél : 20 72 20 00, représentée par son Directeur Général par intérim Monsieur **IBRAHIM ABDOU**, assistée de Maître **MOUNGAÏ GANAO SANDA OUMAROU** Avocat à la Cour, BP : 174 Niamey, Cél : 93 98 09 09/96 89 85 93/84 35 35 35.

DEMANDERESSE D'UNE PART

C/

ET

**SHINE
TECHNO
LOGY
SARL**

La société SHINE TECHNOLOGY SARL, ayant son siège à Niamey, représentée par Monsieur Ouédraogo Michel, de nationalité Burkinabé, demeurant à Niamey, cél : 92 73 34 29/90 19 40 33, assistée de Maître **KARIM SOULEY**, Avocat à la Cour.

**BAGRI
Niger SA**

La Banque Agricole du Niger « BAGRI » SA ayant son siège social à Niamey, avenue de l'OUA place Toumo BP : 12494 Niamey-Niger RCCM : NI-NIA-2010-B 1936, prise en la personne de son Directeur Général

DEFENDERESSES

D'AUTRE PART

I. FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par acte d'huissier en date du 21 novembre 2023, la société Niger Télécom donnait assignation à comparaître en référé d'heure à heure à la société SHINE Technology devant la juridiction de céans aux fins de :

EN LA FORME :

- S'entendre déclarer recevable l'action de NIGER TELECOMS SA ;

AU FOND :

- Constaté, dire et juger que les conditions prescrites par l'article 54 de l'AUPSRVE ne sont pas réunies ;
- Rétracter l'ordonnance N° 256/PTC/Ny/2023 rendue par le Président du Tribunal de Commerce de Niamey le 10 novembre 2023 ;
- Déclarer nulle la saisie conservatoire de créance du 15 novembre 2023 ;
- Ordonner la mainlevée de la saisie-conservatoire de créance du 15 novembre 2023 sous astreinte de 3.000.000 FCFA par jour de retard ;
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir sur minute et avant enregistrement ;

Condamner la société SHINE Technology SARL aux entiers dépens

La société Niger TELECOMS S.A expose au soutien de son action que sur la base d'une ordonnance N°256/2023/P/TC/Ny/2023 en date du 10 Novembre 2023, la société SHINE Technology dont le siège est à Niamey a pratiqué une saisie conservatoire le 15 Novembre 2023 sur les fonds et deniers appartenant à NIGER TELECOMS S.A détenus par la Banque Agricole du Niger S.A » ;

Ladite saisie a été dénoncée à Niger TELECOMS S.A le 17 Novembre 2023 ;

Elle estime que la saisie a été pratiquée en violation des dispositions pertinentes de l'article 54 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (AUPSRVE) ;

Elle explique que l'article 54 de l'AUPSRVE subordonne l'exercice de la saisie à l'existence de circonstances de nature à en menacer le recouvrement et à l'existence d'une créance paraissant fondée en son principe ; les deux conditions étant cumulatives ;

Elle poursuit que manifestement la créance réclamée par la société Shine Technology ne remplit pas les conditions cumulatives exigées par la loi ;

Elle ajoute que contrairement à ce qui est soutenu par la société Shine Technology, la créance dont le recouvrement est poursuivi, n'est pas fondée ; que son existence n'est pas vraisemblable, car Niger Telecom SA n'étant liée à celle-ci par aucun contrat ;

Elle poursuit que c'est avec la société GAPS Télécommunications LTD que Niger Télécoms SA avait conclu un contrat de sous traitance et non avec shine Technology ;

Elle précise que dans ce cadre, la société GAPS Télécommunications LTD avait fait appel à la société SHINE Technology pour l'aider à la réalisation des travaux d'installation et de mise en service des équipements ;

Elle affirme que contrairement à ce qui est soutenu par la société Shine Technology, seuls des éléments tels les risques sérieux d'insolvabilité imminente ou de grosses difficultés financières présentant un caractère permanent peuvent constituer une circonstance de nature à menacer le recouvrement d'une créance ;

Or, Niger Télécoms ne traverse pas de grosses difficultés financières et ne connaît pas le moindre risque sérieux d'insolvabilité imminente : A titre illustratif, rien que la position créditrice de son compte déclarée par le tiers saisi lors de la saisie pratiquée sur son compte logé à la BSIC SA sans compter ses avoirs détenus par les autres banques de la place ; ses équipements installés dans la seule région de Niamey où se trouve son siège social évalués à la somme de 45.433.434.810 FCFA ainsi que les immeubles qu'elle possède à travers l'étendue du territoire National dont par exemple deux (02) parmi ceux de Niamey attestent d'une grande activité économique et sont largement suffisants pour écarter la thèse des risques sérieux d'insolvabilité ou celle des grosses difficultés financières ;

Elle précise qu'il a été jugé qu'il n'y a pas de menace sur le recouvrement lorsque la débitrice, dont les comptes bancaires sont débiteurs, dispose à son siège social, du matériel et des investissements immobiliers attestant d'une grande activité économique ;

Elle martèle que selon une jurisprudence exprimée, le fait que le débiteur ne se soit pas acquitté d'une dette qu'il conteste ne saurait constituer une circonstance susceptible de menacer le recouvrement de la créance ;

Elle relève qu'en l'espèce, le fait pour Niger TELECOM SA de ne pas s'acquitter d'une prétendue dette qu'elle conteste d'ailleurs ne saurait constituer une circonstance susceptible de menacer le recouvrement de la prétendue créance ;

Elle fait observer que la société SHINE Technology n'établit pas la preuve d'un risque imminent d'insolvabilité de NIGER TELECOMS SA ayant pour conséquence l'impossibilité totale de recouvrement de la prétendue créance litigieuse ou celle d'un élément sérieux et objectif pouvant démontrer un quelconque péril ou une quelconque mauvaise foi de Niger TELECOM SA ;

Elle explique que la seule raison invoquée par la société SHINE TECHNOLOGY pour demander l'autorisation de pratiquer une saisie conservatoire est qu'à la date de sa requête aucun règlement n'a été effectué et que Niger TELECOMS SA ne reconnaît pas devoir à SHINE Technology la somme de 29.848.000FCFA et que Niger Télécoms SA veut se soustraire de ses engagements ;

Or il a été relevé par la jurisprudence que le seul fait que le débiteur ne se soit pas acquitté d'une dette qu'il conteste ou le mutisme continu du débiteur ne saurait constituer une circonstance susceptible de menacer le recouvrement d'une créance ;

Elle affirme qu'il ne fait l'ombre d'un doute que les deux conditions cumulatives prescrites par l'article 54 de l'AUPSRVE ne sont pas réunies ; que de toute évidence l'ordonnance N°201/2023/P/TC/NY du 04 Septembre 2023 sera

rétractée ;

Elle conclut que cette saisie illégalement pratiquée par la société SHINE TECHNOLOGY paralyse les activités de Niger TELECOM S.A, d'où l'urgence à lever cette saisie qui met en péril sa survie ;

En réplique, la société SHINE TECHNOLOGY explique que sa créance fait suite à l'exécution d'un contrat portant sur des travaux d'aménagement et d'installation sur les sites de TESSAOUA et de DOGONDOUTCHI du projet PVI de NIGERTELECOMS SA ;

Elle indique que ladite créance est fondée en son principe ; dès lors elle a fait l'objet de paiement d'un acompte ;

La Société Niger TELECOMS SA ne conteste pas la créance produite par la Société SHINE TECHNOLOGY ;

Selon elle, le recouvrement de la créance est en péril ;

Elle fait observer que les conditions énoncées de l'article 54 de l'AUPSRVE renvoient à des éléments de faits de pur fait dont l'appréciation relève du pouvoir souverain des juges de fond ;

Elle poursuit que suivant ordonnance n°124 du 18 octobre 2023, le Président du Tribunal de Commerce de Niamey, autorisa la Société SHINE TECHNOLOGY à pratiqué une saisie conservatoire sur les meubles corporels et incorporels de la Société Niger TELECOMS ;

Faute d'un titre exécutoire, la saisie conservatoire a été déclarée nulle ;

En conséquence, le Juge fait un bon usage de son pouvoir souverain d'appréciation de la menace de recouvrement lorsqu'il considère que cette menace peut s'analyser en l'attitude de la débitrice, malgré sa solvabilité de ne pas vouloir s'exécuter spontanément après une condamnation, en laissant ainsi un délai s'écouler ;

La Société SHINE TECHNOLOGY atteste avoir obtenu du Tribunal une Ordonnance d'injonction de payée ;

Elle poursuit que l'AUPSRVE prescrit en son article 55 que : « *Une autorisation préalable de la juridiction compétente n'est pas nécessaire lorsque le créancier se prévaut d'un titre exécutoire* » ;

Elle soutient que dans sa requête aux fins de saisie conservatoire, elle a précisé le montant réclamé ainsi que la nature des biens sur lesquels elle porte ;

Le montant réclamé a été confirmé par le requis ;

Pour le recouvrement de sa créance en application de la saisie conservatoire ordonnée par le président du Tribunal de Commerce de Niamey elle a pratiqué le 15 novembre 2023 une saisie du compte de la Société Niger TELECOMS entre les

mains de la Banque Agricole du Niger ;

Elle explique que le 20 novembre 2023, elle a introduit une requête aux fins d'injonction de payer et a obtenu l'Ordonnance l'autorisant le 22 novembre 2023 en application de l'article 60 de l'AUPSRVE ;

Elle indique qu'il est de droit et de jurisprudence que la mainlevée de la saisie conservatoire ne peut être ordonnée dès lors que les conditions posées aux articles 54, 55, 59, 60 et 61 de l'AUPSRVE sont réunis ;

Elle sollicite en conséquence de confirmer l'Ordonnance n° 286/PTC/NY/2023 en date du 10 novembre 2023 portant saisie conservatoire des biens meubles corporels et incorporels de la Société Niger TELECOMS.

DISCUSSION

En la forme

La requête de la société NIGER TELECOMS S.A a été introduite dans les conditions de forme et délai prévus par la loi, elle est donc recevable ;

Au fond

Sur la violation de l'article 54 de l'AUPSRVE

La société NIGER TELECOMS S.A sollicite de la juridiction de céans de déclarer nulle la saisie conservatoire querellée pour violation de l'article 54 de l'AUPSRVE ;

Aux termes de l'article 54 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (AUPSRVE) : *« Toute personne dont la créance paraît fondée en son principe peut, par requête, solliciter de la juridiction compétence du domicile ou du lieu ou demeure le débiteur, l'autorisation de pratiquer une mesure conservatoire sur tous les biens mobiliers corporels ou incorporels de son débiteur, sans commandement préalable, si elle justifie de circonstances de nature à menacer le recouvrement »* ;

Ainsi, il résulte de ce texte que pour pratiquer une saisie conservatoire, le créancier saisissant doit justifier d'une créance paraissant fondée en son principe et dont le recouvrement est menacé ;

Une créance paraissant fondée en son principe est une créance vraisemblable tandis que le péril dans le recouvrement s'entend non seulement de l'impossibilité pour le débiteur de faire face au paiement de sa dette notamment en raison de son insolvabilité, mais également de son refus manifeste et injustifié de payer ;

En l'espèce, la créance de la société SHINE Technology ne paraît pas fondée en ce que Niger Telecoms n'étant liée à cette société par aucun contrat, c'est avec la société GABS Télécommunications LTD que Niger Télécoms avait conclu un

contrat de sous traitance et non avec SHINE Technology ;

Ce contrat avait pour objet l'étude, la conception, la fourniture, l'installation et la mise en service des équipements 2G/3G/4G, de transmission et d'énergie pour la réalisation de la phase I au titre du SNC/ANSI/PVI/2021 du projet village intelligent au profit de Niger Télécoms SA ;

Il est établi que c'est dans le cadre de l'exécution de ce contrat que la société GABS Télécoms avait fait appel à la société SHINE Technology pour l'aider à la réalisation des travaux d'installation et de mise en service des équipements ;

la cocontractante de SHINE Technology est GABS Télécoms LTD et non NIGER TELECOMS SA

Il résulte des pièces du dossier que c'est pour cette raison que lors de la sommation de payer qui lui a été servie le 20 aout 2023 à la requête de la société SHINE Technology, NIGER TELECOMS SA a déclaré ne pas reconnaître devoir à cette dernière la somme de 29.848.000 FCFA qu'elle lui réclame ;

Au surplus, non seulement le prétendu contrat produit au dossier n'a pas été signé par Niger Télécom, mais encore la preuve du paiement d'un acompte par cette dernière n'a pas été rapportée par la société Shine Technology

Il s'ensuit donc que la créance n'est pas fondée dans son principe ;

S'agissant du péril dans le recouvrement, il est de jurisprudence constante que seuls des éléments tels des risques sérieux d'insolvabilité imminente ou de grosses difficultés financières présentant un caractère permanent peuvent constituer des circonstances de nature à menacer le recouvrement d'une créance ; qu'en l'espèce le créancier n'apporte pas la preuve que NIGER TELECOMS traverse de grosses difficultés financières ou fait face à un risque sérieux d'insolvabilité imminente ;

Le seul fait qu'elle ne se soit pas acquittée d'une dette qu'elle conteste d'ailleurs ne saurait constituer une circonstance susceptible de menacer le recouvrement de la créance ;

Le requis n'établit pas la preuve d'un risque imminent d'insolvabilité de Niger TELECOMS S.A ayant pour conséquence l'impossibilité totale de recouvrement de la créance litigieuse ou celle d'un élément sérieux et objectif pouvant démontrer un quelconque péril ou une quelconque mauvaise foi de Niger TELECOMS S.A ;

En l'espèce NIGER TELECOMS S.A a démontré preuves à l'appui qu'elle ne traverse pas de grosses difficultés financières et connaît pas le moindre risque sérieux d'insolvabilité imminente ; qu'au vu de ce qui précède les deux conditions n'étant pas réunies, il y a lieu de rétracter l'ordonnance N°256/2023/P/TC/Ny du 10 novembre 2023 et d'ordonner la mainlevée de la saisie conservation de créance pratiquée le 15 Novembre 2023 sur le compte de la société Niger TELECOMS S.A

logé dans les livres de la BAGRI Niger S.A ;

Sur l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement

La société Niger Telecom SA sollicite l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement de la présente ordonnance ;

Il a été jugé en l'espèce que la saisie conservatoire querellée a été entreprise en violation de l'article 54 de l'acte uniforme portant procédures simplifiées de recouvrement et voies d'exécution et en conséquence l'ordonnance ayant autorisée lesdites saisies a été annulée ;

Cette saisie illégalement pratiquée par la société SHINE TECHNOLOGY paralyse les activités de Niger TELECOM S.A, d'où l'urgence commande à ordonner mainlevée sous astreinte de la somme de cinq cent mille francs (500.000FCFA) par jour de retard.

Sur les dépens

La charge des dépens incombant à la partie qui succombe à l'instance ; la société Shine Technology ayant succombé à la présente instance, en l'espèce ; il convient donc de la condamner à supporter les entiers dépens ;

PAR CES MOTIFS

Le juge de l'exécution

Statuant publiquement, contradictoirement et en 1^{er} ressort ;

EN LA FORME :

- Déclare recevable l'action de NIGER TELECOMS SA ;

AU FOND :

- Constate que les conditions prescrites par l'article 54 de l'AUPSRVE ne sont pas réunies ;
- Rétracte l'ordonnance N° 256/PTC/Ny/2023 rendue par le Président du Tribunal de Commerce de Niamey le 10 novembre 2023 ;
- Déclare nulle la saisie conservatoire de créance du 15 novembre 2023 ;
- Ordonne la mainlevée de la saisie-conservatoire de créance du 15 novembre 2023 sous astreinte de 3.000.000 FCFA par jour de retard ;
- Ordonne l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement ;

Condamne la société SHINE Technology SARL aux entiers dépens

Notifie aux parties qu'elles disposent de quinze (15) jours à compter du prononcé de la présente ordonnance pour interjeter appel par dépôt d'acte au

greffe du tribunal de céans ;

Ainsi, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus ;

Et ont signé.

LE PRESIDENT

LE GREFFIER

Suivent les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME
NIAMEY LE 27 NOVEMBRE 2023
LE GREFFIER EN CHEF

-

I